

LES CHIFFRES PRÉLIMINAIRES DE 2007 DU CAD MONTRENT QUE LES DONATEURS NE RESPECTENT PAS LEURS PROMESSES EN MATIÈRE D'APD

Le montant total de l'APD a fléchi à 103,7 milliards \$ US en 2007 alors qu'il atteignait 104,4 milliards \$ US en 2006, en raison des montants décroissants relatifs à l'annulation de la dette comptés par les donateurs au chapitre de l'APD. L'annulation de la dette a chuté à 8,7 milliards \$ US en 2007 (elle se chiffrait à 18,9 milliards \$ US en 2006) par suite de l'inscription de l'amortissement de dettes par les donateurs en ce qui concerne l'Iraq et le Nigeria. En dollars courants de 2007, la suppression des « subventions de dette » a fait l'APD passer de 85,5 milliards \$ US en 2006 à 95,0 milliards \$ US en 2007, soit une progression supérieure à 11 %. Toutefois, cette croissance ne monte qu'à 2,4 % si l'on tient compte des taux de change et de l'inflation.

Trois ans seulement après s'être fixé pour cible Gleneagles 2005 130 milliards \$ US (en dollars de 2004), le CAD estime que les donateurs doivent majorer leur participation « à des niveaux sans précédent » pour atteindre cet objectif. Jusqu'à présent, l'APD s'est chiffrée à la moitié seulement du rendement requis. Un montant additionnel d'environ 38 milliards \$ US sera nécessaire entre 2008 et 2010.

L'aide bilatérale consentie à l'Afrique subsaharienne a connu une augmentation de 10 % en valeur réelle si l'on exclut l'allègement de la dette. Cependant, selon le CAD, la promesse visant à doubler le montant de l'aide à l'Afrique subsaharienne « constitue encore un défi réel ».

Encore une fois, cette année, seulement le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède ont dépassé l'objectif d'APD de l'ONU établi à 0,7 % du RNB. En 2007, le ratio APD/RNB du CAD a baissé à 0,28 % alors qu'il s'établissait à 0,31 % en 2006. Toutefois, si l'on exclut les subventions de dette, le ratio a grimpé légèrement pour atteindre 0,26 % en 2007 comparativement à 0,25 % en 2006. En 2007, la contribution moyenne des pays était de 0,45 % (une diminution par rapport à 0,46 % en 2006).

LE MONTANT DE L'APD FOURNIE PAR LE CANADA EST FAUSSÉ EN RAISON DES SUBVENTIONS RELATIVES À L'ANNULATION DE LA DETTE

En dollars courants, le montant de l'APD fournie par le Canada a grimpé à 3,9 milliards \$ US en 2007 alors qu'il se chiffrait à 3,7 milliards \$ US en 2006. Toutefois, lorsque l'on effectue une pondération des chiffres de l'APD pour l'année 2007 en fonction de la valeur croissante du dollar canadien et de l'inflation, le montant de l'aide canadienne en 2007 était inférieur à 3,6 milliards \$ US, ce qui correspond à un recul de 2,7 %.

Contre toute attente, le montant de l'annulation de la dette alloué par le Canada en 2007 (15 millions \$ US) était de beaucoup inférieur à celui de 2006 (260 millions \$ US). Le CCCI prévoyait l'inscription de 200 millions \$ CAN au poste de l'annulation de la dette en 2007, mais certaines annulations ont été reportées. Il s'agit également d'un facteur important du recul précité.

Les chiffres du CAD en matière d'APD sont calculés sous le régime de l'année civile alors que les montants de l'APD canadienne sont octroyés sur la base de l'exercice financier du gouvernement du Canada (d'avril à mars). Une telle différence peut créer des écarts entre les estimations du CCCI concernant l'APD canadienne et les chiffres du CAD. Par exemple, en 2006, le budget fédéral du gouvernement conservateur ajoutait 320 millions \$ CAN au poste de l'APD pour 2005-2006, en plus des hausses de 8 % consenties à l'enveloppe de l'aide internationale, principalement au chapitre des contributions versées aux fonds multilatéraux par le Canada. Or, le CAD avait déjà inclus ce montant dans l'APD fournie par le Canada en 2006. Dans le budget fédéral 2007, le gouvernement a ajouté 115 millions \$ CAN en sus des hausses de 8 % consenties pour l'exercice 2006-2007. Pour le CAD, cela signifiait que l'aide multilatérale canadienne avait chuté entre 2006 et 2007. Mais cela tenait uniquement au choix du moment des décaissements spéciaux et non pas à un fléchissement du soutien aux institutions multilatérales.

En conséquence, selon le CAD, le ratio APD/RNB du Canada est passé de 0,29 % en 2006 à 0,28 % en 2007. Toutefois, si l'on exclut l'annulation de la dette, le ratio a en fait grimpé de 0,27 % en 2006 à 0,28 % en 2007. En dollars courants et sans tenir compte de l'annulation de la dette, l'aide canadienne a connu une hausse en passant de 3,4 milliards \$ US à 3,9 milliards \$ US, soit une augmentation de plus de 14 % entre 2006 et 2007, selon les chiffres du CAD.

En se fiant aux prévisions budgétaires de l'exercice financier du gouvernement du Canada portant sur l'APD et en incluant l'annulation de la dette, le CCCI estime que le rendement du Canada en matière d'APD a chuté à 0,28 % en 2007-2008 alors qu'il atteignait 0,32 % en 2006-2007. On prévoit qu'il s'établira à 0,30 % en 2008-2009. Quel que soit le mode de calcul du rendement du Canada, le gouvernement est encore loin de concrétiser sa promesse électorale de 2006 qui visait à atteindre la moyenne des pays du CAD, c'est-à-dire 0,45 % d'ici 2010 ! Le gouvernement n'a présenté aucun échéancier en ce qui a trait à l'accroissement de l'aide conformément à l'objectif de l'ONU établi à 0,7 % du RNB, ni aucun plan portant sur la progression de l'aide au-delà de 2010, au moment où l'engagement libéral portant sur des hausses de 8 % prendra fin.

Brian Tomlinson
Le 4 avril 2008